

La main-d'œuvre est le facteur clé de l'économie suisse

Les travailleuses et les travailleurs sont le facteur clé de l'économie suisse. De leurs aptitudes, de leur engagement et de leur créativité dépend le succès des entreprises de notre pays. C'est pourquoi toute politique de croissance doit, pour réussir, partir de la main-d'œuvre.

Soutenir la formation

L'économie suisse est vraiment compétitive, en particulier dans les domaines de production innovants et à forte valeur ajoutée. Il lui est, toutefois, impossible de défendre cette position si les travailleuses et les travailleurs ne disposent pas d'une formation d'un niveau adéquat. C'est pourquoi des mesures en ce sens sont vitales pour l'avenir du site industriel suisse. Certaines ont déjà été prises dans un passé récent (p. ex. maturité professionnelle et hautes écoles spécialisées), mais beaucoup reste à faire. Les entreprises se plaignent toujours plus d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, entre autres dans l'ingénierie, l'informatique et la santé. Cinq mille jeunes n'ont pas trouvé de place d'apprentissage l'an dernier et 20 000 sont dans des «files d'attente».

La formation continue profite surtout aux personnes ayant fait des études supérieures, celles dont le niveau est faible en sont largement exclues. Les possibilités offertes en ce domaine aux salariés âgés sont également insuffisantes et l'écart avec les plus jeunes s'est même creusé ces dernières années. Quiconque a des obligations familiales ne peut souvent pas se permettre de se perfectionner en raison du prix des cours et des pertes de salaire qui s'ensuivraient.

Redresser la situation

La Suisse manque toujours de 40 000 à 100 000 places d'accueil pour les enfants. Tant que celles-ci n'auront pas été créées, beaucoup de femmes et certains hommes ne pourront pas exercer leur activité professionnelle dans la mesure souhaitée. Ils ne peuvent donc pas mettre à profit les qualifications acquises autant qu'ils le désireraient, ce qui, d'un point de vue économique, aggrave encore la pénurie de main-d'œuvre.

Malgré quatre années successives d'essor conjoncturel, la Suisse connaît un important sous-emploi. On compte toujours 160 000 personnes sans emploi, dont un quart ont entre 15 et 24 ans. S'y ajoutent 260 000 autres occupées à temps partiel qui voudraient travailler plus, ainsi qu'un grand nombre de salariés qui ne disposent que d'un emploi précaire. Ces séquelles de la longue crise des années

nonante représentent autant de destins douloureux et de gaspillage pour l'économie suisse.

Notre pays souffre de goulets d'étranglement au niveau de ses infrastructures. Aux heures de pointe, les transports publics des agglomérations sont saturés. Dans plusieurs régions (Zurich, région lémanique), il règne une grave pénurie de logements à loyers accessibles, notamment parce que les pouvoirs publics se retirent de la construction de logements sociaux.

Si l'on veut garantir demain la compétitivité de l'économie suisse, il faut investir dans la formation, les structures de garde des enfants et les infrastructures. Il s'agit aussi de renoncer aux baisses d'impôts. Elles coûtent cher et ne favorisent en rien l'économie, le niveau d'imposition suisse étant parmi les plus bas en comparaison internationale. Il faut aussi rejeter un taux de TVA unique, car cela renchérirait les prestations dans les domaines de la formation et de la santé, sans générer aucun profit en retour. Contre le sous-emploi, le Seco et les employeurs doivent lancer une offensive d'intégration, ce qui allégera aussi la charge des assurances sociales.

La croissance n'est pas un but en soi

Les dernières années ont montré qu'une croissance du PIB ne se traduit pas nécessairement par un bien-être supérieur. Malgré la reprise, nombreux sont celles et ceux qui ont dû travailler de plus en plus durement, bien que leurs salaires réels n'aient guère augmenté. Simultanément, le chômage ne s'est résorbé que dans une mesure insatisfaisante. En outre, la croissance économique s'est accompagnée par le passé d'un recours croissant à des ressources non renouvelables et à la production de toujours plus d'émissions nocives. Rien n'indique vraiment que cela ait changé aujourd'hui. Or, le bien-être de la population dépend surtout de la répartition des gains de compétitivité économique et de la garantie à long terme des bases existentielles. La croissance économique ne peut donc pas être un but politique en soi. ■



Daniel Lampart
Économiste en chef de
l'Union syndicale suisse,
Berne